



Bulletin d'information du groupe MRC

CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE

Juillet 2004 - n°1

Chers camarades,

Ce bulletin a pour objectif de vous proposer une information régionale complétée par un argumentaire. Certaines informations seront traitées sous formes de brèves, accompagnées parfois de la réaction d'un de nos élus, d'autres feront l'objet d'un dossier plus détaillé... Nous traiterons en priorité des enjeux économiques et sociaux et de l'impact local des politiques nationale et européenne.

Ce bulletin n'a évidemment pas de prétention à l'exhaustivité et il formule là ses premiers balbutiements ! Vos suggestions, conseils et réactions seront les bienvenus.

Ce nouveau support d'information, que nous espérons utile à tous, est entièrement conçu et réalisé par Catherine Giraud qui collabore au groupe cet été (catherine.giraudo-mrc@laposte.net).

Béatrice Desmartin.

E D I T O R I A L

✓ **Une entreprise d'Ile-de-France, FACOM, dont le chiffre d'affaires (pour FACOM Tools) a progressé de 2,5 % pour le 1^{er} trimestre 2004 par rapport au 1^{er} trimestre 2003, annonce la fermeture de son usine de Villeneuve-le-Roi et la suppression de 248 emplois pour délocaliser sa production à Taïwan.**

Jusque là, les faits sont malheureusement d'une regrettable banalité. Mais l'affaire commençant à faire un peu de bruit, notre remuant Ministre des Finances, dont l'essentiel du bilan sera vraisemblablement l'amplification de n'importe quel bruit du moment qu'on y perçoit son nom, a dépêché sur les lieux un envoyé spécial de son cabinet.

Si, dans ce dossier, l'intention est bonne et la méthode pas complètement absurde, il nous est néanmoins difficile d'y croire.

Dans les faits la mobilisation de la puissance publique s'est surtout déployée au niveau régional et local et notre conseiller régional Daniel Guérin a manifesté une forte détermination sur ce dossier. Pourquoi alors nous est-il difficile d'y croire ?

Les ravages d'une politique ultra-libérale largement dictée à un niveau supra-national tentent de trouver leur solution à niveau infranational.

Sachant que le problème des délocalisations est transnational, voire *a-national*, l'exercice se révèle difficile. Le va-comme-je-te-pousse décentralisateur révèle bien ici sa vraie nature et sa vraie fonction.

Les différents acteurs publics locaux et régionaux, qui ne peuvent échapper à ces réalités, agissent pour tenter de rééquilibrer ces situations. Mais bien souvent ils se retrouvent, faute de moyens, à passer de la peinture à l'eau sur un mur qui s'effrite. Et lorsqu'il n'y a plus de peinture, l'Etat répond : « Ça n'est plus de ma compétence, « l'organisation de la République est décentralisée », art. 1^{er} la Constitution ! Mais allez ! On va vous aider ! Voici les coordonnées du Commissaire européen à la politique régionale, il vous réservera un pot de peinture pour la période 2006-2012. ». Rationnel, efficace, validé par les experts.

Un acteur public autrefois majeur en France est aujourd'hui en voie de disparition : l'Etat-nation. Il s'est mis à déléguer, sa souveraineté à l'UE, ses compétences aux régions, et depuis, il fait semblant. C'est comme cela qu'un ministre envoie sur le terrain un représentant sans compétence officielle et dont les paroles et les actes ne seront pas juridiquement opposables pour dire plus tard « on a tout tenté pour vous sauver, les méchants, c'est pas nous ! ».

Voilà pourquoi on a du mal à y croire...

C'est arrivé près de chez vous...

UN ESPOIR FRAGILE POUR LES SALARIES DE FACOM

La société FACOM, spécialisée dans la fabrication d'outils haut de gamme, a annoncé le 14 mai dernier la suppression de 248 emplois : 203 emplois pour son usine de Villeneuve-le-Roi et 45 emplois sur son siège social à Morangis (Essonne) avant... sa délocalisation à Taïwan.

Le 20 juillet dernier, un représentant du cabinet de Nicolas Sarkozy, ministre des Finances, s'est joint à une réunion des représentants des salariés, du préfet et des vice-présidents du Conseil général et du Conseil régional. Ce représentant du ministère des Finances a proposé de faire chiffrer, avec l'aide de la DRIRE (Dir. Régionale de l'Industrie et de la Recherche), le projet alternatif élaboré par les salariés pour tenter de sauver le site de production. Il a, par ailleurs, promis pour la rentrée une réunion de la direction de l'entreprise, des salariés et du préfet.

Le Conseil régional d'Ile-de-France a annoncé, il y a un mois, son engagement de 45.000 euros dans une contre-expertise de la situation financière du groupe FIMALAC qui détient en totalité la société FACOM.

La direction de la société FACOM poursuit pour sa part le démantèlement de l'entreprise et ne propose de reclassement que pour une centaine de salariés.

Par ailleurs, un déménagement du site de Morangis vers Lieusaint (Seine-Maritime) est en cours, déménagement qui aura pour effet concret un reclassement très illusoire des salariés établis dans le Val-de-Marne ou dans l'Essonne.

Seule une intervention résolue des pouvoirs publics dans ce dossier offre aux salariés un faible espoir de voir le projet de sauvetage de leurs emplois aboutir.

INITIATIVES MRC

Dès l'annonce du projet de suppression de quelques 250 emplois et de la fermeture de l'usine FACOM de Villeneuve-le-Roi le 14 mai dernier, Daniel Guérin s'est adressé au secrétaire du Comité d'établissement et aux délégués syndicaux pour apporter son soutien aux personnels.

Partenaire de la pétition lancée localement pour démonter la mobilisation de la population contre cette fermeture, Daniel Guérin – seul élu présent – a participé le 8 juin à la manifestation organisée par les salariés à l'occasion de l'assemblée générale des actionnaires de la holding FIMALAC, propriétaire de FACOM.

Comme Nicole Morichaud l'a rappelé lors de son intervention au Conseil régional sur le plan emploi, le conseiller régional MRC était également présent aux côtés du Président Huchon lors de sa visite à l'usine FACOM de Villeneuve-le-Roi le 14 juin.

Les points clés :

- ▼ **14 mai 2004** : annonce par la direction de FACOM de la suppression de 248 emplois.
- ▼ **Suppression de 203 emplois pour l'usine de Villeneuve-le-Roi (94).**
- ▼ **Suppression de 45 emplois pour le siège social de Morangis (91).**
- ▼ **Prévision de reclassement de 70 salariés de Villeneuve-le-Roi à Morangis et de 30 autres salariés dans une autre structure du groupe.**
- ▼ **Déménagement du site de Morangis vers la Seine-Maritime dans les 6 mois à venir.**
- ▼ **Le 14 juin, annonce à Villeneuve-le-Roi par J-Paul Huchon de l'engagement de 45.000 euros engagés par le Conseil régional dans la contre-expertise financière des comptes de FIMALAC, groupe financier détenteur de FACOM.**
- ▼ **Le 21 juillet, engagement du gouvernement pour une évaluation du projet industriel alternatif élaboré par les salariés, avec l'aide de la DRIRE.**
- ▼ **Chiffre d'affaires de FIMALAC :**
 - **1er trimestre 2003 : 290,8 ME,**
 - **1er trimestre 2004 : 300,3 ME**
 - ⇒ **+ 3,3 %**
- ▼ **Chiffre d'affaires FACOM Tools :**
 - **1er trimestre 2004 : 109 ME,**
 - soit + 2,5% par rapport au 1er trimestre 2003.**

CE QU'EN PENSE ...

Daniel Guérin,
conseiller régional d'Ile-de-France

« La fermeture de l'usine FACOM de Villeneuve-le-Roi et le plan de suppression d'emplois qui l'accompagne sont symboliques de ces politiques de délocalisation de productions à l'étranger et des licenciements boursiers qui en sont le corollaire.

Il n'est pas neutre de constater que depuis l'annonce de ce projet, la valeur boursière de FIMALAC – dont FACOM est un maillon – a progressé de 30 %. Pourtant, FACOM, principal outilleur français est un fleuron industriel reconnu dans son domaine, en France comme à l'international.

Et chacun sait bien que les délocalisations de sa production et de ses emplois envisagés notamment à Taïwan entraîneront, au-delà des conséquences sociales dramatiques, une dégradation mécanique de la qualité du produit.

A Villeneuve-le-Roi, les outils fabriqués par FACOM étaient garantis « à vie ». Cette valeur ajoutée qualitative va disparaître. En défendant FACOM, les élus MRC défendent l'emploi. Mais aussi une conception sociétale de l'entreprise. Et une ambition pour l'industrie française. »